

REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

COUR D'APPEL DE COLMAR
CHAMBRE SOCIALE - SECTION A

ARRET DU 02 Mai 2013

Numéro d'inscription au répertoire général : 4 A 12/00528

Décision déférée à la Cour : 20 Décembre 2011 par le CONSEIL DE
PRUD'HOMMES - FORMATION PARITAIRE DE STRASBOURG

APPELANTE :

Madame Magalie SODANO

34, rue d'Ottrott

67200 STRASBOURG

Comparante, assistée de M. Bernard EBEL, délégué syndical ouvrier

INTIMES :

SNCF - EEX DE STRASBOURG, prise en la personne de son
représentant légal,

20, Place de la Gare

67000 STRASBOURG

Non comparante, représentée par Me Rachel WEBER, avocat au barreau
de STRASBOURG

Syndicat CFDT CHEMINOTS STRASBOURG ET ALENTOURS,
pris en la personne de son représentant légal,

8, rue Koenigshoffen

67000 STRASBOURG

Non comparant, représenté par M. Bernard EBEL, délégué syndical
ouvrier,

COMPOSITION DE LA COUR :

L'affaire a été débattue le 02 Avril 2013, en audience publique, devant
la Cour composée de :

Mme BIGOT, Présidente de chambre,

M. JOBERT, Conseiller,

M. ROBIN, Conseiller,

qui en ont délibéré.

Greffier, lors des débats : Melle FRIEH, Greffier

ARRET :

- contradictoire

- prononcé par mise à disposition au greffe par Mme BIGOT,
Présidente de chambre,

- signé par Mme BIGOT, Présidente de chambre et Melle FRIEH,
Greffier, auquel la minute de la décision a été remise par le
magistrat signataire.

NOTIFICATION :

Pôle emploi Alsace ()

Copie aux parties

Clause exécutoire aux :

- avocats

- délégués syndicaux

- parties non représentées

Le

Le Greffier

En conséquence la République Française mande et ordonne : A tous
huissiers de justice sur ce requis de mettre ladite décision à exécution.
Aux Procureurs Généraux et aux Procureurs de la République près les
Tribunaux de Grande Instance d'y tenir la main. A tous Commissaires
et Officiers de la force publique de s'y conformer. Fait en son
légal et valide en la Cour d'Appel de Strasbourg le 02 Mai 2013.

Le Procureur Général

02 MAI 2013



Faits et procédure :

Par contrat en date du 1^{er} octobre 2003, Madame Magali Sodano a été embauchée par la SNCF en qualité d'agent commercial à temps partiel.

Par acte introductif d'instance en date du 30 avril 2010, elle a fait citer l'employeur devant le conseil de prud'hommes de Strasbourg en vue d'obtenir la requalification de son contrat de travail à temps partiel en contrat de travail à temps plein, sa condamnation à lui payer un rappel de salaire et des dommages et intérêts et sur le fondement des dispositions des articles L.3123-8 et L.3123-15 du code du travail.

Elle a fait valoir que l'employeur n'aurait pas respecté les dispositions de l'article L.3123-8 du code du travail relatives à la priorité d'attribution d'un travail à temps plein au profit des salariés à temps partiel qui souhaitent passer à temps plein. Ainsi, la SNCF ne l'aurait pas informée des postes à temps plein disponibles dans sa catégorie professionnelle alors que dans le même temps elle aurait embauché trois personnes à temps plein dans cette catégorie.

S'agissant de celles de l'article L.3123-15, qui prévoient qu'en cas d'augmentation du temps de travail d'un salarié à temps partiel pendant quinze semaines consécutives, l'horaire est modifié de plein droit de cette augmentation, l'employeur ne les aurait pas plus respectées. Selon la salariée, le non respect de ces dispositions entraînerait la requalification de son contrat de travail à temps partiel en contrat de travail à temps plein.

Le syndicat CFDT Cheminots de Strasbourg et Environs est intervenu volontairement dans la procédure et a sollicité la condamnation de l'employeur à lui payer la somme de 400 € à titre de dommages et intérêts.

Par jugement du 20 décembre 2011, le conseil de prud'hommes de Strasbourg a débouté la salariée et le syndicat CFDT Cheminots de Strasbourg et Environs de tous leurs chefs de demande au motif que les dispositions des articles L.3123-8 du code du travail mais au statut spécial du personnel de la SNCF.

Par déclaration adressée le 24 janvier 2012 au greffe de la Cour, Madame Sodano a interjeté appel de ce jugement.

Selon des écritures reçues le 28 mars 2013 au greffe de la Cour, l'appelante conclut à l'infirmité du jugement entrepris.

Elle demande à la Cour de dire et juger qu'elle aurait dû être embauchée dans le cadre permanent de la SNCF, de requalifier son contrat de travail à temps partiel en contrat de travail à temps plein à compter du 1^{er} octobre 2003, de condamner l'intimée à lui payer les sommes de 19 293 € à titre de rappel de salaire, 1929,30 € au titre des congés payés correspondants, 3140 € à titre de dommages et intérêts pour le préjudice financier et 400 € sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile.

L'appelante demande également à la Cour de dire qu'elle devra être rétablie dans ses droits au vu de ses conditions d'ancienneté et être placée à l'échelon correspondant et de condamner la SNCF à lui délivrer des bulletins de salaire rectifiés.

A l'appui de son recours, la salariée fait valoir en substance que :

- elle remplissait les conditions pour accéder au cadre permanent des agents de la SNCF,

- elle a demandé à bénéficier d'un passage à temps plein mais en vain,
- l'employeur n'a pas respecté les dispositions de l'article L.3123-15 du code du travail.

Selon les mêmes conclusions soutenues oralement à l'audience le syndicat CFDT des cheminots de Strasbourg et Alentours conclut également à l'infirmité du jugement entrepris.

Il demande à la Cour de condamner la SNCF à lui payer la somme de 400 € à titre de dommages et intérêts.

Selon des écritures parvenues le 28 mars 2013 au greffe de la Cour et soutenues oralement à l'audience, la SNCF conclut à la confirmation du jugement entrepris.

Elle sollicite en outre la condamnation solidaire des deux appelants à lui payer la somme de 1000 € sur le fondement de l'article 700 du Code de procédure civile.

L'intimée expose en substance que :

- la salariée a été embauchée pour un emploi à temps partiel parce que dans le même temps, elle poursuivait des études, elle ne remplissait donc pas les conditions pour être embauchée dans le cadre permanent de la SNCF,
- la priorité d'emploi à temps plein ne confère pas pour autant au salarié un droit automatique et absolu d'accéder à un temps plein, la salariée ne démontre pas que la SNCF ait par la suite procédé à des embauches à temps plein,
- la salariée n'a jamais fait de demande de cumul d'emplois.

Sur ce, la Cour,

1- sur le passage au cadre permanent de la SNCF

Attendu que l'accès à un emploi du cadre permanent de la SNCF suppose nécessairement la réussite à un examen ou à un concours (article 2.2 des conditions générales d'admission au cadre permanent) ;

Attendu que la salariée n'a pas allégué et encore moins établi avoir passé avec succès un examen ou un concours lui permettant d'accéder à ce cadre ;

Attendu que l'appelante doit donc être déboutée de ce chef de demande formé pour la première fois en appel ;

Attendu qu'elle doit également être déboutée de sa demande en paiement de dommages et intérêts qui est uniquement fondée sur son défaut d'admission au cadre permanent dès son embauche ;

2- sur la requalification du contrat de travail de la salariée à temps partiel en contrat de travail à temps plein

Attendu que ce chef de demande est fondé, d'une part, sur la priorité de passage à temps plein dont bénéficie les salariés à temps partiel et, d'autre part, sur le dépassement de l'horaire de travail à temps partiel tel que prévu à l'article L.3123-15 du code du travail ;

Attendu que le non respect par l'employeur de la priorité d'emploi à temps plein dont bénéficie le salarié à temps partiel en vertu tant des dispositions du code du travail (L.3123-8) que des dispositions spéciales applicables aux agents contractuels de la SNCF (article 4.3 du RH 254), ne peut se résoudre qu'en paiement de dommages et intérêts au profit de ce dernier ;

Attendu qu'il s'ensuit que l'appelante ne peut prétendre obtenir la requalification de son contrat de travail à temps partiel en temps plein sur ce fondement sans qu'il soit nécessaire d'appliquer le principe fondamental en droit du travail, selon lequel la situation des salariés doit être régie, en cas de conflit de normes, par celle qui leur est la plus favorable ;

Attendu, s'agissant du second fondement, qu'en vertu de son article L.1111-1, les dispositions du code du travail afférentes aux relations individuelles du travail sont applicables aux agents contractuels de la SNCF sous réserve du principe de faveur dont le contrôle ne peut être assimilé à un contrôle de légalité puisqu'il s'agit juste de comparer deux normes juridiques ayant un objet identique et de déterminer laquelle est la plus favorable pour le salarié ;

Attendu toutefois qu'en l'espèce, la Cour n'a pas à assurer ce contrôle puisque la salariée réclame uniquement l'application de l'article L.3123-15 du code du travail et qu'aucune des parties ne s'est prévalu d'une norme qui aurait été plus favorable ;

Attendu néanmoins que le dépassement de l'horaire de travail pendant un certain délai a pour seule conséquence l'augmentation de plein droit de l'horaire de travail de la salariée et non la requalification de son contrat de travail à temps partiel en contrat de travail à temps plein ;

Attendu que celle-ci n'aurait pu obtenir cette requalification, que si il avait été établi, au vu des éléments versés aux débats par les parties, qu'elle était en permanence à la disposition de l'employeur sans pouvoir vaquer à ses affaires personnelles, ce qui n'est pas le cas ;

Attendu qu'il y a lieu de préciser que si la salariée a formé une demande en paiement de dommages et intérêts, c'est uniquement pour défaut d'admission au cadre permanent de la SNCF et non pour défaut de respect de la priorité de passage à temps plein ;

Attendu que le jugement entrepris doit donc être confirmé en ce qu'il l'a déboutée de ce chef de demande ;

Attendu qu'elle doit aussi être déboutée de ses demandes, formées à hauteur d'appel, en rétablissement dans ses droits au vu de l'ancienneté, en reclassement à l'échelon 5 de la grille et en délivrance de bulletins de salaire rectifiés ;

3- sur les autres dispositions du jugement entrepris

Attendu que le jugement entrepris doit être confirmé en ce qu'il a débouté le syndicat CFDT des Cheminots de Strasbourg et Alentours de sa demande en paiement de dommages et intérêts et en ce qu'il a débouté les parties de leurs demandes respectives au titre de l'article 700 du code de procédure civile ;

Attendu en revanche qu'il doit être infirmé en ce qu'il a dit et jugé que chaque partie au litige garderait à sa charge les dépens exposés en première instance alors qu'étant la partie perdante, la salariée doit les supporter ;

Attendu qu'à hauteur d'appel, il est équitable de laisser à la charge des parties les frais irrépétibles qu'elle y ont exposés si bien qu'elles doivent être déboutées de leurs demandes respectives au titre de l'article 700 du code de procédure civile ;

Attendu que l'appelante supportera les dépens d'appel ;

PAR CES MOTIFS,

La Cour statuant par mise à disposition au greffe, par arrêt contradictoire et en dernier ressort, après en avoir statué conformément à la loi,

CONFIRME le jugement entrepris en toutes ses dispositions sauf en ce qu'il a dit et jugé que les parties au litige garderaient à leur charge les dépens de première instance;

Statuant à nouveau dans cette limite,

CONDAMNE Madame Magalie Sodano aux dépens de première instance ;

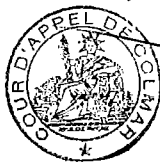
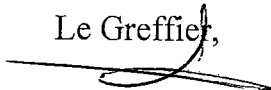
DÉBOUTE Madame Magalie Sodano de ses demandes en admission au cadre permanent de la SNCF, en paiement de dommages et intérêts pour défaut d'admission au cadre permanent de la SNCF, en rétablissement dans ses droits au vu de l'ancienneté, en reclassement à l'échelon 5 de la grille et en délivrance de bulletins de salaire rectifiés ;

DÉBOUTE les parties de leurs demandes respectives au titre de l'article 700 du code de procédure civile ;

CONDAMNE Madame Magalie Sodano aux dépens d'appel.

Et le présent arrêt a été signé par Mme BIGOT, Présidente de chambre et Melle FRIEH, Greffier.

Le Greffier,



Pour Copie Conforme
Le Greffier

Le Président,



